Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Jacques Baud : « Plus le conflit dure, plus l'échec de l'Ukraine sera marqué »

Par Jacques Baud et Gregoire Lalieu
Mondialisation.ca, 28 février 2024
Investig'Action 24 février 2024

Région : L'Europe, Russie et CEI
Thème: Désinformation médiatique, Guerre USA OTAN
Analyses: UKRAINE

Voilà deux ans que la guerre est ouverte entre la Russie d'une part, et l'Ukraine ainsi que les pays occidentaux qui la soutiennent d'autre part. Va-t-on repartir pour deux années de plus ? Des pays européens viennent en tout cas de signer des accords de sécurité avec Kiev pour entériner leur aide. Mais selon Jacques Baud, pas de quoi changer la situation sur le champ de bataille qui, de l'aveu même des Ukrainiens, est mauvaise. Ancien colonel des renseignements pour la Suisse et l'OTAN, il analyse pourquoi l'Europe s'entête à poursuivre une guerre qui ne peut être remportée, quel pourrait être l'impact des élections aux États-Unis, les tensions qui traversent le camp ukrainien ou encore les visées de l'armée russe.

Après le Royaume-Uni en janvier, la France et l'Allemagne viennent de signer avec l'Ukraine des accords de sécurité pour les dix prochaines années. Qu'est-ce que cela implique concrètement ?

Ces accords ont plus une portée politique que concrète. Ils visent à figer le conflit. Après des revers successifs dont l'échec de la contre-offensive ukrainienne ou plus récemment la chute d'Avdiivka, un nombre croissant de pays occidentaux ne voient plus vraiment où cette guerre va conduire, ils s'interrogent sur la pertinence de l'aide. De manière générale, la situation sur le front est mauvaise, de l'aveu même des Ukrainiens. Nous avons beau essayer de nous convaincre nous-mêmes que la Russie va perdre et que l'Ukraine va gagner, en réalité, personne ne voit vraiment comment l'aide occidentale pourrait conduire à un succès.

Pour l'heure, les Européens affichent encore haut et fort leur soutien à l'Ukraine. Mais aux États-Unis, les interrogations sont plus marquées. L'enveloppe de 60 milliards de dollars promise par Joe Biden reste bloquée au Congrès.

Les Américains ont un comportement beaucoup plus mercantile, ils veulent un retour sur investissement. Or, ils constatent qu'ils versent de l'argent dans un trou noir. Ils ne sont pas une organisation de bienfaisance. Selon le général Lloyd Austin, secrétaire à la Défense, ils ont deux objectifs : restaurer la souveraineté de l'Ukraine dans ses frontières de 1991 et affaiblir la Russie. Depuis l'été 2023, on constate que le premier est clairement hors de portée et on est obligé de reconnaître que cette crise n'a fait que renforcer la Russie. Autrement dit, la finalité de l'aide occidentale n'est pas en cohérence avec la réalité du terrain. Les Occidentaux constatent en 2024 ce que j'avais démontré dans mes ouvrages en 2022 déjà : vous pouvez imaginer le nombre de vies humaines que nous aurions pu épargner…

Mais alors quel bénéfice l'Ukraine peut-elle retirer de cette aide ?

Littéralement aucun. Nous ne faisons qu'enfermer l'Ukraine dans une situation désespérée. De plus, plus le conflit dure, plus l'échec de l'Ukraine sera marqué. C'est d'ailleurs l'aspect le plus surprenant de ces nouvelles promesses de soutien à l'Ukraine. Manifestement, elles ne vont pas permettre d'inverser la tendance, elles serviront tout au plus à prolonger le conflit. Ce qui ne joue pas en faveur de l'Ukraine. Si on voulait humilier les Ukrainiens, on ne ferait pas mieux. C'est assez tragique.

Si nous avions vraiment voulu aider l'Ukraine, nous l'aurions poussée et aidée à mettre en œuvre les solution politiques existantes, notamment les Accord de Minsk de 2015, la proposition de Zelensky en mars 2022 ou le dialogue entre les deux pays proposé en août 2022. Chaque fois la Russie a été d'accord et chaque fois les Européens sont intervenus pour empêcher la solution.

Le conflit pourrait-il être figé de manière durable ? L'an dernier, des analystes US évoquaient ouvertement un scénario à la Coréenne.

Il y a deux manières de faire durer le conflit. Figer la ligne de front et faire durer la guerre ad aeternam en est une. Mais les Russes ne veulent pas d'un conflit gelé, ils veulent une solution. Évidemment, nous ne savons pas quelles seront les modalités. Elles dépendront des négociations. Une chose est sûre : les Occidentaux ne peuvent déterminer seuls l'issue d'événements qui impliquent différentes parties. C'est pourtant ce que nous essayons de faire à chaque fois, en répondant à la place d'un acteur tout en faisant le jeu de l'autre. Et ça ne fonctionne pas. Ça ne fonctionne pas en Palestine depuis 75 ans. Ça ne fonctionne pas en Ukraine depuis plus de 20 ans. Nous avons voulu déterminer unilatéralement les règles du jeu et le vainqueur. Mais les faits le démontrent, ce qui se passe n'est pas forcément ce que nous avons décidé.

L'autre façon de faire durer le conflit ?

Continuer à faire parler les armes comme nous le faisons. Mais nous savons depuis l'année passée que cela joue en défaveur de l'Ukraine. Nous avons tiré des plans sur la comète sans passer par une véritable analyse stratégique. Nous avons ainsi cherché à nous convaincre que la contre-offensive allait retourner le jeu alors que nous savions qu'elle ne pouvait pas réussir. Je l'avais naturellement écrit dans mes livres, mais même les Américains doutaient de son succès. Et ça s'est confirmé. Au-delà de petits succès tactiques, notre soutien n'a pas eu d'effets sur le déroulement de la guerre en général.

Certains profitent-ils de la situation malgré tout en Occident ?

On peut penser à l'industrie de l'armement qui en tire certainement un bénéfice. Mais ce n'est pas le moteur du problème. D'ailleurs si tout avait fonctionné comme se l'était imaginé nos décideurs, il n'y aurait pratiquement pas eu de guerre sur le terrain. Rappelez-vous que Bruno Le Maire, le ministre français de l'Économie, annonçait l'effondrement de la Russie en quelques semaines par des moyens économiques,

Les seuls qui pourraient profiter de cette situation sont les Américains. Et leurs véritables raisons sont strictement géostratégiques. Les Américains partent du principe suivant : tant que la Russie est en guerre, elle est affaiblie. Et ils pensent qu'en affaiblissant la Russie, ils affaibliront la Chine, qui est leur véritable cible.

Stratégie payante ?

Non, ce sont à nouveau des calculs de bureaucrates. Non seulement cela ne s'est pas produit. Mais de plus, en voulant isoler la Russie, nous l'avons rapprochée de la Chine. Si bien que le bloc asiatique est renforcé et relativement compact, malgré toutes les projections occidentales sur les mauvaises relations entre Pékin et Moscou. On a notamment prétendu que la Chine méprisait la Russie et la considérait comme une quantité négligeable. Mais contrairement aux Occidentaux qui trient les peuples des plus forts aux plus faibles et qui évaluent l'importance d'un allié en fonction de son PIB, les Chinois voient les choses avec beaucoup de pragmatisme. La Russie est leur alliée et on voit aujourd'hui que leurs diplomaties sont très complémentaires, sans chercher à savoir laquelle est la meilleure ou la plus forte. Ce sont deux pays qui travaillent ensemble, tout simplement.

Si l'Occident est incapable de pousser l'Ukraine vers la victoire ni même d'affaiblir la Russie et à travers elle, le bloc asiatique, pourquoi s'obstiner à poursuivre le conflit ?

Il y a deux choses : d'une part nos dirigeants restent persuadés que la Russie est de facto plus faible si elle est en guerre ; d'autre part, ils pensent que cette guerre deviendra de moins en moins populaire si bien qu'elle pourrait constituer une source de mécontentement conduisant à un changement de pouvoir en Russie.

À ceci s'ajoute une troisième raison : nous sommes incapables de reconnaître que nous avons fait un mauvais calcul. Il s'agit à présent de nous protéger nous-mêmes, de sauver notre narratif en poussant l'Ukraine à rattraper les choses. En fait, nous jouons avec le sang des Ukrainiens. Et ils commencent à s'en apercevoir, un peu tard. Certains restent fidèles à la ligne du gouvernement Zelensky et continueront à se battre. D'autres commencent à réfléchir et prennent conscience qu'ils ont été manipulés par notre désinformation. La question est de savoir ce qu'ils vont faire dans les prochaines semaines ou prochains mois. En politique intérieure, c'est un enjeu majeur pour Zelensky.

Ces tensions internes expliquent-elles le limogeage, début février, du général Zaloujny qui était à la tête des forces armées ukrainiennes et qui semblait vouloir négocier la fin du conflit avec les Russes ?

Je ne suis pas sûr de cette accusation de collusion possible entre Zaloujny et la Russie. Je pense qu'il s'agit plutôt d'une tactique pour couvrir des problèmes plus profonds dans la conduite ukrainienne de la guerre. Comme je l'avais déjà écrit dans mes ouvrages dès 2022, depuis la bataille de Bakhmout, Zelensky est en conflit avec une partie de sa hiérarchie militaire. Zelensky voit sa popularité baisser tandis que celle de ses généraux augmente. Or, quand une armée devient plus populaire que le pouvoir politique, ça peut poser un certain nombre de problèmes.

Ceux qui suivent la situation en Ukraine savaient que le conflit entre Zelensky et Zaloujny couvait depuis un certain temps. En début d'année, le général avait même refusé l'ordre de quitter ses fonctions, alors que Zelensky est le commandant en chef d'après la Constitution ! Les tensions ont perduré jusqu'au renvoi de Zaloujny en février. Si l'on ajoute à cela que Zaloujny est généralement considéré comme « l'homme de Washington », cela donne une mesure de l'importance des antagonismes entre les différents blocs politiques au sein de l'Ukraine. Ils sont plus forts que ce qu'on imagine.

La situation reste donc compliquée pour Zelensky ?

Il sait qu'il ne peut pas gagner la guerre. Mais d'un autre côté, il doit continuer à se battre pour avoir le soutien des Occidentaux. En fait, Emmanuel Macron, Ursula von der Leyen ou Annalena Baerbock... Tous ces dirigeants occidentaux tiennent Zelensky en otage. Leur but est d'affaiblir la Russie. Et Zelensky est leur exécutant. Mais ce faisant, non seulement il n'a pas de succès sur le terrain, mais il constate qu'il perd des vies et que sa popularité en pâtit. Son intérêt serait d'arrêter. Or, s'il arrête, les Occidentaux ne le soutiendront plus. Il ne risque pas seulement sa place. À tort ou à raison, il doit penser que s'il changeait d'orientation à l'égard de la Russie, il se ferait éliminer. C'est ce que lui avaient promis Dmytro Yarosh, dirigeant d'extrême droite en Ukraine[1] et que nos médias soutiennent[2]. Aujourd'hui Zelensky est donc assis entre deux chaises.

L'intérêt des États-Unis à poursuivre la guerre est d'affaiblir la Russie et à travers elle, la Chine. Quel est l'intérêt des Européens ?

Ils n'ont aucun intérêt dans ce conflit. Ni avant ni maintenant. L'Union européenne aurait dû écouter les Russes et les gouvernements ukrainiens de l'époque qui proposaient en 2012 une solution tripartite. L'économie ukrainienne aurait été renforcée, la Russie en aurait profité aussi et l'UE n'aurait pas eu besoin de dépenser des milliards dans une guerre qu'elle perd de toute façon – ne parlons même pas des vies ukrainiennes sacrifiées. Alors à la tête de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a refusé, bien que le seul bon sens aurait voulu que nous acceptions cette solution. Aujourd'hui, nous glissons lentement vers une situation où l'Ukraine pourrait disparaître en tant qu'État et où l'investissement européen se trouverait réduit à néant.

Si cette solution avait été acceptée, l'UE aurait en outre toujours accès au gaz russe bon marché plutôt que d'importer massivement du gaz liquéfié américain…

Évidemment. Plutôt que d'établir des relations win-win, nous faisons du loose-loose. Nos dirigeants n'ont toujours pas compris que l'Europe n'est pas dépendante de la Russie, mais de l'énergie.

Alors que l'aide US est bloquée au Congrès et pourrait ne jamais arriver, les Européens se retrouvent à dépenser des sommes astronomiques pour une guerre qui n'est pas dans leur intérêt, mais celui des États-Unis ? C'est une situation folle.

Les Européens font ça depuis le début. Ils sont même parfois allés plus loin que les Américains dans les sanctions contre la Russie. Pourquoi ? En réalité, comme l'avait déjà fait en 2003 Donald Rumsfeld, l'ancien secrétaire d'État US à la Défense, il faut distinguer la vieille de la nouvelle Europe. La nouvelle, pour des raisons que nous n'allons pas développer ici, est fanatisée. Elle est très antirusse. Lorsque les pays qui la composent ont obtenu leur indépendance avec la chute de l'Union soviétique, ils n'ont pas franchi le pas vers quelque chose de nouveau. Ils ont simplement mis un label sur la haine qu'ils entretenaient depuis 1939 plutôt que de laisser les conséquences de la Deuxième Guerre mondiale derrière eux. Leur mentalité n'a pas évolué. Et parce qu'ils bénéficient d'un fort appui des Américains, ils exercent une forte influence au sein de l'Union européenne.

Quid de la vieille Europe ?

Je pense à la France, l'Allemagne, l'Italie ou encore le Benelux… Ces pays sont gouvernés par des amateurs qui manquent d'expérience en politique. Ils sont certainement très fort en politique politicienne pour savoir quel pot-de-vin ils vont toucher afin de construire des latrines sur la place du village. Mais ces gens sont incapables de comprendre la complexité du monde politique. On le voit très bien dans leurs réactions avec la Russie, la Chine, la Palestine ou encore le terrorisme. Ces dirigeants créent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent, simplement parce qu'ils n'ont pas la capacité de gérer les pays pour lesquels un mandat leur a été confié. C'est assez symptomatique de voir l'indigence intellectuelle de dirigeants allemands comme Scholz ou Baerbock. Ou même Macron en France – ne parlons même pas de Melloni et compagnie. Ce sont des premiers de classe, ils ont su cocher toutes les bonnes cases au QCM, mais ils ne sont pas intelligents, ils n'ont pas la capacité de prendre du recul par rapport aux événements pour les analyser. Ils n'ont pas de culture historique ou politique. Leur capacité à conduire le pays est littéralement navrante.

Les Américains ont une volonté de suprématie, ils ne tolèrent aucun compétiteur. Ils appliquent de manière assez systématique la doctrine Wolfowitz, écrite au lendemain de la première guerre du Golfe (1991) et qui préconise de combattre toutes les puissances qui pourraient « challenger » leur suprématie. Il leur faut combattre la Chine et donc combattre la Russie pour l'affaiblir. Le problème de cette doctrine est qu'elle les a conduit à vouloir abaisser les autres au lieu de s'élever eux-mêmes.

On peut discuter de cette approche, mais au moins il y a une logique. Les Européens n'en ont même pas. Ils suivent bêtement les Américains sans même savoir pourquoi et au détriment de leurs propres intérêts. Ils se sont enfermés dans leur soutien à l'Ukraine. Et les Américains qui pensent à en sortir leur disent : « Vous l'avez voulu, vous l'avez eu. C'est votre problème maintenant. »

En quoi les élections présidentielles qui se tiendront en novembre aux États-Unis peuvent-elles influencer l'évolution du conflit en Ukraine ? Trump a déclaré que s'il était élu, il lui faudrait 24 heures pour régler le problème…

C'est ce qu'il dit. Mais comme Zelensky lui a fait remarquer, il aurait pu empêcher la guerre lorsqu'il était président. Cela étant dit, Trump reflète une position que de plus en plus d'Américains partagent, car ils ne voient plus l'intérêt de financer une stratégie qui n'atteint pas ses objectifs.

Mais on lui reproche d'être trop proche du Kremlin…

C'est pourtant l'un des présidents américains qui a voté le plus de sanctions contre la Russie. Comme de nombreux républicains et démocrates, Trump est avant tout contre la Chine. La question est de savoir : comment aborder la Russie par rapport à la Chine. Deux écoles s'affrontent sur cette question. Selon la première, il faut affaiblir la Russie pour impacter l'ensemble du bloc asiatique. La seconde école préconise de se rapprocher de la Russie, pas parce qu'on l'aime, mais pour l'éloigner de la Chine.

La deuxième école rappelle, dans le sens inverse, ce que Nixon et Kissinger avaient fait durant la guerre froide. Pour empêcher que les relations se développent entre les communistes de Moscou et ceux de Pékin, ils s'étaient rapprochés de la Chine de Mao.

Tout à fait. Nous sommes dans une relation tripartite. L'Union soviétique était le principal

rival à l'époque alors que la Chine était un pays en voie de développement. Et on se posait déjà la question de savoir s'il fallait se rapprocher de la Chine ou chercher à la détruire.

La situation est symétriquement inverse aujourd'hui, l'Union soviétique s'étant effondrée et la Chine étant devenue le principal rival. Mais les débats sont toujours les mêmes. Et on les retrouve jusqu'au sein de l'administration Biden. S'il y a des tenants d'un effondrement de la fédération russe comme Antony Blinken ou Victoria Nulland, on trouve aussi à l'intérieur du département d'État des avocats d'un rapprochement avec Moscou. Si Trump est réélu, cette stratégie pourrait être privilégiée, non par sympathie pour Moscou, mais par haine de Pékin.

Est-elle plus viable ?

La Russie ne sera jamais considérée comme un allié à part entière de toute façon. De plus, les dégâts sont tellement importants à présent que la liberté d'action de Trump serait limitée. Enfin, les Russes ne sont pas nés de la dernière pluie. Ils ont bien compris quel était le jeu possible de Washington. Poutine a même dit qu'il préférerait que Biden reste au pouvoir !

On peut aussi imaginer qu'aujourd'hui, il serait plus difficile de détricoter les liens entre la Russie et la Chine.

Tout à fait. On ne va plus changer ça. On est pratiquement arrivé à un point de non-rupture. Poutine a d'ailleurs déclaré à plusieurs reprises qu'il laissait toujours la porte ouverte, mais qu'il ne prévoyait pas de se rapprocher de l'Occident. Il considère que la page est tournée.

Dans la préface du livre « *Ukraine : La guerre des images* », vous écriviez qu'il était nécessaire de « rééquilibrer notre lecture des problèmes afin d'y trouver des solutions durables » et que le « narratif occidental était le principal obstacle à un processus de paix ». Deux ans après le lancement de l'invasion russe, avez-vous le sentiment que la perception du conflit a évolué ?

Bien sûr. Les Occidentaux, et les Européens en particulier, ne réalisent pas de véritable analyse stratégique au-delà des digressions vociférantes des uns ou des autres. Le narratif est l'élément central de leur politique contre la Russie. Or, ils ont reconnu à plusieurs reprises qu'il perdait cette bataille également. Josep Borell déclarait d'ailleurs il y a quelques jours que le narratif global soufflait contre l'Occident, en Ukraine comme au Moyen-Orient. Il soulignait le besoin pour l'Union européenne de remporter cette bataille des narratifs au risque de voir le monde se diviser sous la forme du « rest against the West », c'est-à-dire le reste du monde contre l'Occident.

Le narratif occidental a vendu à l'opinion publique une guerre des méchants Russes contre les gentils Ukrainiens. Nous n'allons pas revenir ici sur toute la genèse du conflit qui a commencé bien avant le 24 février 2022, mais nous savons que l'histoire est un peu plus complexe. Le narratif occidental ne tient plus selon vous ?

Comme je l'avais souligné dans mes précédents ouvrages – « *Opération Z* » et « *Poutine, maître du jeu* » – il ne suffit pas de dire que la Russie va perdre pour qu'elle perde. Évidemment, je me suis fait traiter de conspirationniste à l'époque. Mais nous remarquons aujourd'hui que les faits rattrapent le narratif européen. Bien avant 2022, nous avons voulu

voir une Russie faible. On a même interdit tout débat contradictoire sur cette simplification extrême. Résultat des courses, nous avons commis la pire faute en matière de stratégie : sous-estimer l'adversaire. Aujourd'hui, des agriculteurs manifestent dans nos rues, bon nombre de ménages souffrent de l'inflation, la Commission européenne revoit à la baisse les prévisions de croissance dans la zone euro et l'Allemagne est même en récession. À côté de ça, selon les chiffres du FMI, l'économie russe a connu une croissance plus rapide que celle de l'ensemble du G7 l'an dernier et connaitra une nouvelle croissance en 2024.

Le narratif occidental a beau être battu en brèche par la réalité des faits, les dirigeants européens s'obstinent encore et toujours. Qu'est-ce qui pourrait renverser la vapeur ?

On ne va pas renverser la vapeur. Si les dirigeants occidentaux ne voulaient pas cette guerre, ils auraient fait en sorte que les accords de Minsk soient respectés. Or, ils ont provoqué une situation qui ne pouvait conduire qu'à un conflit. Faire machine arrière reviendrait à perdre la face. Pourquoi le feraient-ils alors que ce ne sont « que » des Ukrainiens qui meurent. C'est toujours plus facile de faire la guerre avec le sang des autres. Cela démontre la lâcheté des gouvernements occidentaux.

Certains pays pourraient changer leur fusil d'épaule s'ils se trouvent acculés par d'importants troubles sociaux. Mais rien n'indique que ce soit le cas. D'ailleurs, c'est un peu l'inconvénient de nos démocraties, si j'ose dire. Si nos dirigeants devaient soudainement faire marche arrière, ils devraient expliquer pourquoi ils ne l'ont pas fait plus tôt, ce qui aurait permis d'épargner des vies et des dépenses inutiles. Faire marche arrière reviendrait à reconnaître qu'ils ont été de mauvais dirigeants. Or, ils tiennent à être réélus. Il leur faut donc surenchérir : si on ne soutient pas l'Ukraine, la Russie s'attaquera ensuite aux pays baltes, puis à la Pologne et ce sera enfin notre tour. Cette surenchère verbale permet de donner corps à leur incapacité à diriger les choses et à se remettre en question.

Les réactions à la mort de Navalny s'inscrivent-elles dans cette surenchère ? On passera les insultes – « salopard cinglé » – de Joe Biden à l'encontre de Poutine. La ministre belge des Affaires étrangères a été plus claire sur la réponse à apporter. Hadja Lhabib a déclaré que le soutien à Navalny passait par le soutien à l'Ukraine. Et que « si l'Ukraine est envahie, si la Russie parvient à s'étendre, c'est une dictature qui va se rapprocher un peu plus encore de l'Union européenne. »

Nous sommes dans la sottise la plus totale. Voilà quelqu'un qui connait manifestement très mal le dossier. Aujourd'hui c'est Navalny, hier c'était Nord Stream : la Russie avait immédiatement été accusée d'avoir saboté les gazoducs, mais on nous dit aujourd'hui que des Ukrainiens ont fait le coup. En fait, ce sont exactement ces réactions dogmatiques de nos dirigeants qui témoignent de l'incapacité intellectuelle, morale et politique à assumer les tâches que nous leur avons confiées. Tant dans les rédactions des médias que dans les états-majors de la Défense ou des services de renseignements, on ne semble plus en mesure de sortir des préjugés et de prendre du recul par rapport aux événements pour les analyser. Plus on avance, plus on se rend compte qu'ils se sont trompés sur tout : l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, le terrorisme, l'Ukraine… C'était pourtant parfaitement prévisible, nous disposions de toutes les indications nécessaires pour anticiper la tournure des événements. Plus inquiétant encore pour nos démocraties : afin de justifier leurs mauvaises décisions, nos dirigeants développent des narratifs dont ils criminalisent toute remise en question. Si vous êtes critique de leur propagande, vous serez accusé de complotisme, d'apologie du terrorisme ou que sais-je.

S’il ne faut pas compter sur les Occidentaux pour parvenir à un accord de paix, l’issue pourrait-elle venir d’autres acteurs internationaux ? La Chine avait notamment formulé des propositions…

Comme en Palestine d’ailleurs, il faudrait imposer un genre de sanctions : si vous n’acceptez de négocier un accord de paix, on ne vous livrera plus ceci ou cela. Mais aucun pays n’a les leviers nécessaires pour faire pression de la sorte sur les Européens. La Chine est sans doute la seule puissance qui pourrait éventuellement le faire. Mais ce n’est pas du tout dans sa mentalité ni dans sa tradition politique d’exercer ce type de pressions pour arriver à un accord de paix.

Deux ans de guerre ouverte entre la Russie et l’Ukraine. Est-on reparti pour deux ans de plus ?

La grande inconnue vient de la situation en Ukraine même. Jusqu’à la fin de l’année passée, elle restait relativement prévisible. Ce n’est plus le cas en raison des fortes tensions au sein de l’appareil d’État, mais aussi entre la population et les autorités. Les médias n’en parlent pas, mais un mouvement de guérilla est en train de se développer avec des Ukrainiens qui se battent à l’intérieur de l’Ukraine contre les autorités ukrainiennes. Ce facteur d’incertitude supplémentaire complique l’évaluation de l’issue du conflit.

Les Russes dans tout ça ?

Les capacités militaires de la Russie ne vont pas faiblir et devraient même augmenter. Si bien que les Russes vont mener d’autres batailles dans le but de mettre la pression sur Kiev et imposer des négociations ou un changement politique. Il y aura sans doute des attentats en Russie ou d’autres types d’attaques. Mais pas de nature à renverser la tendance. La pression sera donc accentuée sur Kiev qui subit déjà d’importantes tensions sur le plan militaire. Notamment à cause du manque de soldats. Il faut les recruter de force, mais si vous les prenez quelque part, c’est au détriment d’autre chose, comme des entreprises qui doivent tourner. Lentement, l’Ukraine se retrouve comme un serpent qui se mord la queue. L’Occident peut apporter des aides financières, matérielles et militaires. Mais il ne peut pas remplacer le capital humain.

Or on sait que le facteur démographique est un grand problème pour l’Ukraine depuis un certain temps déjà…

Oui, et ça se traduit par des tensions politiques. Va-t-on arriver à une partition de l’Ukraine, à une dislocation, à des négociations… Pour l’heure, ce sont les Russes qui tiennent le couteau par le manche. Lors des négociations court-circuitées à plusieurs reprises en 2022, Moscou se disait prête à restituer des territoires. Ce ne sera probablement plus le cas, le train est passé. Les Russes pourront sans doute prendre encore quelques villes, mais ils laisseront le reste, l’enjeu territorial n’étant pas le plus important. En revanche, ils ne transigeront pas sur la neutralité de l’Ukraine. Cet objectif avait été fixé le 24 février 2022 et les Russes continueront tant qu’ils ne l’atteindront pas.

Donc, même si les Européens veulent poursuivre le conflit, cela va devenir de plus en plus compliqué pour l’Ukraine de résister à la pression russe ?

Tout à fait. Nous voyons clairement ce que font les Européens : sacrifier les Ukrainiens pour leur hubris.

Notes

[1] Лилия Рагуцкая, « Ярош: если Зеленский предаст Украину — потеряет не должность, а жизнь », *Obozrevatel*, 27 mai 2019, (https://incident.obozrevatel.com/crime/dmitrij-yarosh-esli-zelenskij-predast-ukrainu-poteryaet-ne-dolzhnost-a-zhizn.htm)

[2] En 2019, Dmytro Iaroch, fondateur du mouvement Pravy Sektor, confie dans une interview que si Zelensky applique les accords de Minsk pour mettre fin à la guerre du Donbass, il serait pendu à un arbre de Khreshchatyk, la principale allée de Kiev. [NDLR]

La source originale de cet article est Investig'Action
Copyright © Jacques Baud et Gregoire Lalieu, Investig'Action, 2024

Articles Par : **Jacques Baud**
et **Gregoire Lalieu**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca